

CONTRAT DE SERVICE 2025

No. Contrat

ENTRE : Ci-après le "Demandeur"

Entreprise/Producteur : _____ NIM : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Cellulaire : _____ No. client : _____

Courriel utilisé dans le cadre de l'exploitation de votre entreprise : _____

Consentez-vous à recevoir votre contrat, vos factures ainsi que tout document d'ordre administratif par voie électronique ? Oui Non **OU** par la poste? Oui Non

Consentez-vous à recevoir l'Infolettre du Club-conseil Gestrie-Sol ? Oui Non

Représentant autorisé à fournir des informations au dossier : _____

Principale production couverte par les services-conseils : _____

Il est de la responsabilité du producteur d'aviser son conseiller de tout changement au dossier.

ET : Ci-après le "Dispensateur"

CCAE : Club-conseil Gestrie-Sol

Représentant : _____ sous la supervision de : _____

MANDAT RÉGLEMENTAIRE <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Mandat réalisé par :
Services réglementaires de base (PAEF et suivi, Bilan Phosphore)	\$
Services réglementaires supplémentaires : <input type="checkbox"/> Caractérisation <input type="checkbox"/> Heures suppl. PAEF <input type="checkbox"/> Autre(s) : _____	\$
Adhésion à VIA Pôle d'expertise en agroenvironnement	40 \$
TOTAL (avant taxes)	\$

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT DES PARTIES

1. CONDITIONS D'EXÉCUTION DU CONTRAT

Le dispensateur a le libre choix des moyens d'exécution du contrat. Il peut s'adjoindre un tiers (agronome, technicien ou stagiaire) pour l'exécution du présent contrat, mais il en conserve la direction et la responsabilité. Dans l'exécution de ce contrat, il conserve toute son autonomie professionnelle et doit respecter les lois et règlements applicables.

2. OBLIGATIONS DU DISPENSATEUR

Le dispensateur s'engage à agir dans le respect des normes de pratiques et des règles de l'art et en conformité avec les différents lois et règlements régissant l'exercice de sa profession et l'objet du présent contrat.

Le dispensateur tient le demandeur informé de l'avancement des travaux. Il examine ou traite de façon appropriée et dans un délai raisonnable tout document ou information transmis par le demandeur. Il s'engage à remettre les résultats de son travail au demandeur, avec les documents et explications pertinentes, dans les délais prévus. Il s'engage, le cas échéant, à fournir un diagnostic et des recommandations par écrit, ainsi qu'à indiquer la nature du suivi qu'il offrira.

3. OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Afin de pouvoir bénéficier d'une aide financière via le Programme services-conseils, le demandeur doit dûment remplir et signer le formulaire d'adhésion et le transmettre au réseau Agriconseils de sa région.

Le demandeur s'engage à payer au dispensateur le montant établi selon les modalités convenues (de même que les dépenses engagées par le dispensateur pour l'exécution du présent contrat).

Le demandeur s'engage à collaborer avec le dispensateur ou le tiers chargé de certaines parties du contrat par le dispensateur et doit notamment fournir tous les documents et renseignements nécessaires. Il doit établir clairement ses besoins et les objectifs poursuivis.

Le délai imparti pour compléter le présent contrat est calculé à partir du moment où le dispensateur a tous les documents et renseignements nécessaires (établis dans le cadre de l'entrevue).

Au besoin, le demandeur doit autoriser une personne à agir en son nom afin de ne pas retarder indûment la réalisation du mandat.

4. RÉSILIATION DU CONTRAT DE SERVICE

Le demandeur doit donner un avis écrit au dispensateur de son intention de résilier le présent contrat. Le demandeur est tenu, lors de la résiliation du présent contrat, de payer au dispensateur, en proportion du montant établi, les frais et dépenses encourus, la valeur des travaux exécutés avant la notification par écrit de la résiliation (soit en proportion du prix forfaitaire établi ou selon le tarif horaire convenu).

Le dispensateur ne peut résilier le contrat que par un avis écrit et lorsqu'il y a cas de force majeure ou pour des motifs justes et raisonnables. Constituent notamment des motifs justes et raisonnables :

- lorsqu'il y a perte de confiance du demandeur;
- lorsque le dispensateur est en situation de conflit d'intérêts réel ou apparent;
- lorsqu'il y a incitation de la part du demandeur à l'accomplissement d'actes illégaux ou frauduleux;
- lorsque le demandeur refuse de payer les honoraires;
- lorsque le demandeur refuse de collaborer ou induit le dispensateur en erreur;
- lorsque le dispensateur est incapable d'exercer sa profession en raison de son état de santé.

Lorsque le dispensateur met fin au présent contrat, il doit prendre les mesures nécessaires pour éviter tout préjudice sérieux et prévisible au demandeur.

5. RÉCEPTION ET ACCEPTATION DU TRAVAIL

Le demandeur ne peut refuser le travail que pour des raisons valables, relatives à la qualité du travail et des attentes qui peuvent raisonnablement découler du présent contrat.

Le demandeur ne peut refuser le travail que sur avis au dispensateur dans les **7** jours de la remise de l'objet du présent contrat. En l'absence d'un tel avis, il est réputé avoir accepté.

Si la non-conformité du document dépend d'informations inexacts ou incomplètes transmises par le demandeur, les modifications requises seront à la charge de celui-ci. Si la non-conformité du document résulte d'une erreur ou d'une omission du dispensateur, les modifications requises seront à sa charge.

6. CLAUSES DIVERSES

Toute action en justice relative à l'exécution du présent contrat pourra être intentée dans le district judiciaire du lieu de sa signature ou dans le district judiciaire où est située la place d'affaires du dispensateur. Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses mentionnées au présent contrat. Toute modification ou addition au présent contrat ne sera valide que si elle est faite par écrit et entérinée par les deux parties.

Date de début du mandat : 01/01/2025	Date de fin du mandat: 31/12/2025
--------------------------------------	-----------------------------------

MANDAT AGROENVIRONNEMENTAL : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		Mandat réalisé par :
PAA	7,5 heures X 145\$/heure = 1 088\$	<ul style="list-style-type: none"> Le PAA réalisé pour l'entreprise est subventionné à un taux de 75% jusqu'à concurrence de 800\$.

SUIVI EN AGROENVIRONNEMENT : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		Mandat réalisé par :
--	--	----------------------

<p><u>Contexte de réalisation :</u></p> <p><u>Objectif :</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> Tous les suivis réalisés pour l'entreprise sont subventionnés à un taux de 75%. Tous les services-conseils réalisés pour l'entreprise sont au coût de 145\$/heure. <p>Maximum par année financière : 4 000\$ Maximum durée du programme : 14 000\$ *</p> <p>* Consultez le programme services-conseils 2023-2028 pour de plus amples informations.</p>
--	---

GESTION DE LA FERTILISATION	_____	heure(s)
GESTION DES EAUX USÉES ET D'AUTRES MATIÈRES RÉSIDUELLES À LA FERME	_____	heure(s)
SANTÉ ET CONSERVATION DES SOLS	_____	heure(s)
GESTION ET UTILISATION DE L'EAU EN AGRICULTURE	_____	heure(s)
GESTION INTÉGRÉE DES ENNEMIS DES CULTURES	_____	heure(s)
BIODIVERSITÉ EN MILIEU AGRICOLE	_____	heure(s)
AGRICULTURE NUMÉRIQUE ET DE PRÉCISION	_____	heure(s)
AGROÉCONOMIE ET FORMATION	_____	heure(s)

Nombre d'heures : _____	X 145\$/heure	_____ \$ (subvention + part du producteur)
-------------------------	---------------	--

Les aides financières offertes par les Réseaux Agriconseils sont rendues possibles grâce au Programme services-conseils 2023-2028, en vertu du Partenariat canadien pour une agriculture durable, entente conclue entre les gouvernements du Canada et du Québec.

DIAGNOSTICS CIBLÉS : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	Mandat réalisé par :
<p>Contexte de réalisation :</p> <p>Description du mandat :</p>	<ul style="list-style-type: none"> Tous les diagnostics ciblés réalisés pour l'entreprise sont subventionnés à un taux de 75%. Tous les services-conseils réalisés pour l'entreprise sont au coût de 145\$/heure. <p>Maximum par année financière : 4 000\$ Maximum durée du programme : 7 000\$ * * Consultez le programme services-conseils 2023-2028 pour de plus amples informations.</p>

MESURES D'ADAPTATION DE L'ENTREPRISE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	_____	heure(s)
ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE DE L'ENTREPRISE	_____	heure(s)
UTILISATION DES MATIÈRES FERTILISANTES	_____	heure(s)
GESTION DES RÉSIDUS VÉGÉTAUX	_____	heure(s)
GESTION DES EAUX USÉES	_____	heure(s)
ÉTAT DE LA SANTÉ DES SOLS	_____	heure(s)
IRRIGATION DES CULTURES	_____	heure(s)
STOCKAGE ET EN APPROVISIONNEMENT EN EAU	_____	heure(s)
AMÉNAGEMENTS HYDROAGRIQUES	_____	heure(s)
GESTION INTÉGRÉE DES ENNEMIS DES CULTURES ET GESTION DES PESTICIDES	_____	heure(s)
AMÉNAGEMENTS DE BIODIVERSITÉ	_____	heure(s)
Nombre d'heures : _____	X 145\$/heure	_____ \$ (subvention + part du producteur)

Les aides financières offertes par les Réseaux Agriconseils sont rendues possibles grâce au Programme services-conseils 2023-2028, en vertu du Partenariat canadien pour une agriculture durable, entente conclue entre les gouvernements du Canada et du Québec.

CONSETEMENTS

DIVULGATION D'INFORMATION ET ACCÈS AUX DOCUMENTS

Je soussigné(e) _____ en mon nom personnel ou en qualité de répondant dûment autorisé de l'entreprise identifiée au présent contrat, consens à ce que le dispensateur également identifié au présent contrat :

- Transmettre au réseau Agriconseils, aux fins d'octroi d'une aide financière, les documents suivants :
- le contrat de service ;
- la facture émise en lien avec ce contrat;
- le rapport d'intervention ;
- tout autre document pertinent.
- Permettre au réseau Agriconseils, à la Coordination services-conseils ou à un mandataire du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, à des fins de vérification et d'évaluation, d'avoir accès aux documents suivants :
- le contrat de service;
- le diagnostic écrit;
- les recommandations écrites;
- la preuve du paiement des services rendus;
- tout autre document pertinent.
- Permettre au réseau Agriconseils d'échanger les renseignements relatifs aux taux et montants d'aides financières s'appliquant au présent contrat.
- Transmettre au Réseau d'avertissement phytosanitaires (RAP) du ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, s'il y a lieu, les différentes données non-nominatives de surveillances phytosanitaire récoltées dans le cadre de ses activités professionnels.

LEVÉE DU SECRET PROFESSIONNEL OU DE L'OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Je soussigné(e) _____ en mon nom personnel ou en qualité de répondant dûment autorisé de l'entreprise identifiée au présent contrat, relève le dispensateur désigné au présent contrat du secret professionnel nous liant et de son obligation de confidentialité à mon égard pour les situations décrites au consentement à la divulgation et communication de renseignements et d'accès aux documents ci-haut mentionnés.

SIGNATURES

Le demandeur reconnaît avoir pris connaissance du présent contrat, et notamment de la section « Consentements » ainsi que du Programme services-conseils et accepte de se soumettre à chacune des clauses, conditions et obligations qui y sont décrites.

En foi de quoi, les parties ont signé à :

Signature du dispensateur:

Date :

Signature du demandeur (ou du répondant de l'entreprise) :

Date :

CONSENTEMENT À LA COMMUNICATION ET À L'UTILISATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

1. Autorisations de communiquer et d'utiliser des renseignements personnels

À partir du tableau suivant, veuillez nous confirmer si vous nous autorisez à communiquer les renseignements suivants pour les fins identifiées, en cochant **OUI** ou **NON** dans chacune des cases ci-dessous :

2. Période de consentement

Ce consentement prend effet en date de votre signature du consentement et demeure valable jusqu'à la fin du contrat.

	Courriel professionnel	Numéro de cellulaire	Numéro de téléphone résidentiel	Numéro de la Financière Agricole du Qc	Numéro d'identification ministériel (NIM)
Communiquer le renseignement à des intervenants qui en font la demande. Exemple ci-dessous (Agronome, MAPAQ, MELCCFP...)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

3. Vos droits relativement au consentement

3.1 Droit de refuser de donner votre consentement.

Vous avez le droit de refuser de signer ce formulaire de consentement. Dans ce cas, nous ne communiquerons pas vos renseignements à des producteurs ou des intervenants qui en feraient la demande.

3.2 Droit de retirer votre consentement.

Vous avez le droit de retirer votre consentement à n'importe quel moment en faisant parvenir votre demande par courriel: info@gestrie-sol.com. Veuillez noter que le retrait de votre consentement n'aura aucun effet sur les divulgations de renseignements faites au préalable avec votre consentement initial.

3.3 Droit de recevoir de l'assistance.

Vous avez le droit de recevoir de l'assistance afin de vous aider à comprendre la portée de cette demande de consentement. Si vous souhaitez exercer ce droit, vous pouvez vous adresser à votre conseiller.

En signant, j'atteste avoir pris connaissance du texte ci-dessus, je comprends les autorisations prévues à la section 1 et je confirme mon consentement à leur égard.

Signature du représentant de l'entreprise

Date

MANDAT RÉGLEMENTAIRE			
BILAN DE PHOSPHORE	OUI	NON	N/A
Établissement et transmission du bilan de phosphore avant le 15 mai 2025 , conformément à l'article 35 du <i>Règlement sur les exploitations agricoles</i> (REA) au Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) selon la méthode prescrite, conformément au REA.			
Le client s'engage à informer l'agronome de tout changement, par écrit ou par téléphone (<i>variation d'inventaire animale, changement dans l'importation ou l'exportation de fumier ou lisier, achat d'engrais phosphaté non prévu, perte de location de champs etc.</i>) afin qu'il puisse faire les changements au bilan du phosphore, si nécessaire.			
Le client autorise le Club-conseil Gestrie-Sol et/ou l'agronome à transmettre les informations concernant l'exploitation agricole, inscrites au point 1 de l'annexe 1, au MELCCFP pour l'obtention des numéros d'intervenants et des lieux d'élevages et/ou d'épandages.			

AMAS AU CHAMP	OUI	NON	N/A
Je serai receveur de fumier solide cette année et ce fumier sera entreposé en amas au champ.			
Je mandate l'agronome à faire les recommandations et les suivis de ces amas aux champs.			
LITTORAL	OUI	NON	N/A
Je confirme cultiver des végétaux non aquatiques et de champignons dans le littoral d'un lac ou d'un cours d'eau.			
Je mandate l'agronome à retirer les superficies dans le littoral lors de la réalisation du PAEF.			
Je mandate l'agronome à réaliser et déposer la déclaration de conformité auprès du MELCCFP.			

Le client s'engage à fournir tous les renseignements inscrit au point 2 de l'annexe 1, utiles à l'établissement du bilan de phosphore, avant le **1^{er} avril 2025**. **Cette condition est essentielle** et le non-respect de celle-ci fera en sorte que l'agronome, après en avoir avisé par écrit le client, ne sera pas tenu d'exécuter le présent mandat ;

Conformément à l'article 35 du REA le client doit, sans délai, aviser par écrit un agronome de tout changement au lieu d'élevage ou au lieu d'épandage pouvant avoir une incidence sur une donnée prise en compte lors de l'établissement du bilan de phosphore et le mandater afin de mettre à jour, à l'intérieur d'une période maximale de 30 jours, son bilan phosphore pour tenir compte de ce changement. Dans le cas d'un mandat de mise à jour, des frais supplémentaires pourraient s'appliquer ;

Dans le cadre du mandat de réalisation du suivi des amas au champ, le client s'engage à aviser le CCAE (*Club-conseil Gestrie-Sol*) et/ou l'agronome au moins **24 à 48 heures** avant le début de la réalisation d'un amas ;

Si le client prend ou fournit des échantillons, il s'engage à se conformer au protocole fourni par le CCAE et/ou l'agronome ;

Le présent mandat est d'une durée équivalente au contrat de service duquel il fait partie et joint en annexe, et ce, sous réserve ;

L'agronome, après avis écrit, ne sera pas tenu de respecter son mandat si les engagements du client ne sont pas respectés, puisque ceux-ci **sont essentiels** ;

ENGAGEMENT DES PARTIESMANDAT RÉGLEMENTAIRE : Oui Non

Ce mandat sera réputé valide au moment du paiement du contrat pour l'adhésion au CCAE pour **l'année 2025**, ce contrat permettant de recevoir tous les services promis. De plus, le client est conscient de la hauteur des engagements pris et du fait qu'en cas de volonté d'obtention de services-conseils supplémentaires, une tarification horaire ou forfaitaire devra être payée.

Le présent mandat fait partie intégrante du contrat de service entre le client et le CCAE.

En cas de dissolution volontaire ou non, de liquidation, de cession volontaire ou non de ses biens ou de quelque utilisation des mécanismes d'insolvabilité prévus à la Loi, il est expressément convenu que les obligations et/ou devoirs pouvant avoir été confiés au CCAE, cesseront et seront du ressort exclusif de l'agronome.

Les parties reconnaissent avoir lu les présents engagements et s'engagent à respecter ceux-ci.

Signature du représentant de l'entreprise : _____ Date : _____

Signature du représentant du CCAE : _____ Date : _____

ANNEXE 1**1. Liste des renseignements à fournir au Club-conseil Gestrie-Sol :**

- Nom de l'exploitant
- Adresse postale
- Municipalité
- Code postal
- Numéro de téléphone
- NEQ
- NIM

2. Liste des informations concernant l'exploitation agricole qui seront transmises au MELCCFP :

- Inventaire des animaux et propriété des animaux
- Numéro de lot de chaque parcelle
- Nouveau plan de ferme de la Financière agricole du Québec ou tout changement (si applicable)
- Plan de rotation des cultures
- Registre d'épandage des fumiers et des engrais
- Registre d'exportation ou d'importation des fumiers
- Entente d'épandage avec fournisseur ou receveur
- Bail de location de terre
- Compte de taxes des terres en propriétés
- Certificats d'analyse de sol
- Certificats d'analyse de fumier